



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L' AISNE

LAON, le

18 JUIL. 2013

CABINET

BUREAU DU CABINET

Affaire suivie par F. BOIVIN

Tél : 03.23.21.82.16

Mel : pref-bureau-cabinet@aisne.gouv.fr

m<sup>o</sup> 2013 - 22

**LE PREFET DE L' AISNE**

à

Mesdames et Messieurs les maires  
des communes du département  
(en communication à Mesdames  
et Messieurs les Sous-Préfets  
et à Monsieur le Directeur départemental  
des Anciens Combattants et  
Victimes de guerre)

**OBJET** : Pavoisement des édifices publics le 21 juillet 2013.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les bâtiments et édifices publics devront être pavoisés aux couleurs françaises, toute la journée **du dimanche 21 juillet 2013**, à l'occasion de la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux "Justes" de France.

Vous trouverez ci-joint le message de Monsieur le Ministre délégué auprès du Ministre de la défense, chargé des anciens combattants qui devra être lu au cours des cérémonies organisées dans le cadre de cette journée nationale.

Pour le Préfet absent,  
Le Secrétaire Général

Jackie LEROUX-HEURTAUX

**Message de Monsieur Kader ARIF**  
**Ministre délégué auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants**  
**Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat**  
**français et d'hommage aux « Justes » de France. 21 juillet 2013**

Il y a 20 ans cette année, par décret du 3 février 1993, le Président de la République, François Mitterrand, instituait une "Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite "gouvernement de l'État français" (1940-1944)".

Depuis, Jacques Chirac en 1995 et le Président de la République François Hollande l'an dernier ont solennellement évoqué la responsabilité de la France dans les crimes commis pendant la seconde guerre mondiale.

Des persécutions qui, sur le territoire français, trouvèrent parmi leur plus brutale expression dans la rafle du Vélodrome d'Hiver, les 16 et 17 juillet 1942. Ces jours-là, 12 000 hommes, femmes, enfants et personnes âgées furent raflés et parqués dans le Vél d'Hiv. Des heures d'attente, d'angoisse, dans des conditions effroyables, avec le pressentiment que le pire était à venir. De fait, ce qui les attendait c'était l'enfer d'Auschwitz.

Aujourd'hui, la Nation se souvient des 75 000 Juifs de France qui, à partir de 1941 et jusqu'en 1944, furent arrêtés puis déportés vers les camps de la mort. Une déportation au nom d'une idéologie macabre et destructrice, au nom de la haine de l'autre. Aujourd'hui, elle se souvient également des autres victimes des persécutions racistes, en particulier des Tsiganes.

En cette année 2013, souvenons-nous des grandes rafles qui suivirent en 1943 celle du Vél d'Hiv dans le sud de la France, à Marseille, Lyon, Nice, Nîmes...

1943, une année sombre pour la France et pour le monde. C'était il y a 70 ans.

Il nous appartient aujourd'hui d'honorer la mémoire des victimes, mais aussi de rendre hommage à ceux qui permirent par leur action de sauver de nombreux Juifs en France. Ces Justes furent aussi la France, celle des valeurs de la République.

Combien furent-ils, ceux qui, dans l'ombre, apportèrent ainsi un soutien souvent vital aux persécutés, sauvant notamment de nombreux enfants ? Plus de 3 500 sont aujourd'hui recensés par le Mémorial de Yad Vashem, mais nous voulons croire qu'il y en eut davantage, anonymes.

Aujourd'hui, c'est la Nation rassemblée qui s'incline avec respect devant les victimes et avec reconnaissance devant ceux qui s'opposèrent à la barbarie et qui sont l'honneur de la France.

Ils nous invitent tous à regarder notre passé avec lucidité.

L'an dernier, dans son allocution prononcée à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, le Président de la République François Hollande a réaffirmé l'engagement de l'Etat, au nom de la France, à protéger l'ensemble de ses habitants, à enseigner plus largement encore l'histoire de la Shoah - "Il n'y aura pas, pour la République, de mémoire perdue" - et à lutter sans relâche contre l'antisémitisme, le racisme, l'exclusion. C'est la condition de notre unité.



Kader ARIF